

LYS ROUGE

ISSN 0150 - 4428
28 MAI 1985
N° 26 bis - 6 F 50

C'EST FINI POUR CETTE FOIS-CI

PREMIER BILAN

Nous avions prévu 6 numéros. C'est fait. Tentons de faire un premier bilan à la lumière de nos objectifs («créer une équipe de rédacteurs aptes à réaliser un hebdomadaire, apprendre à travailler pour les autres : recherches de documentation, idées d'articles à faire faire par d'autres»).

Nous avons pu travailler mais, même au niveau d'une équipe aussi réduite que la nôtre (8 personnes) il est évident qu'il y a deux catégories. Ce qui donne le paradoxe suivant : ceux qui réclament le plus l'aide du travail en commun ne sont pas ceux qui acceptent le mieux de s'intégrer à un travail d'équipe.

La rubrique «culture-francophonie» est un échec, soit parce que son créneau était décidément trop limité, soit parce que nous n'avons pas intégré son responsable à ce fameux travail d'équipe. La rubrique monarchie n'a quasiment pas existé, faute d'en avoir trouvé le responsable.

Nous avions prévu un système de binômes et de consultation rapide au téléphone qui n'a pas donné tous les résultats escomptés. Malgré toutes ces réserves, le fonctionnement rédactionnel a été bon : les articles sont arrivés

(suite en dernière page)

LE P.S. EST DE GAUCHE !

«Nous n'avons pas changé...»
«Nous avons changé...». Ces deux phrases ont été prononcées lors du même comité directeur du Parti Socialiste, le 11 mai. Bel exemple de cacophonie formelle qui s'inscrit dans la crainte des «purs» du Parti de voir dériver idéologiquement leur mouvement. Ambiguïté permettant à Michel Rocard de réclamer un réajustement du discours théorique avec la pratique gouvernementale depuis le virage de 1982. Horrible angoisse chez les «vrais» socialistes pour lesquels l'abandon des tables de la loi les métamorphoserait définitivement en «socio-mous», si ce n'est en «socio-traitres». Heureusement, le Secrétaire Général veillait et réaffirma bien haut que le P.S. était à gauche et y resterait. Nous l'avons échappé belle...

Décidément, la réforme du mode de scrutin n'en finit pas de provoquer des chocs en retour. Réuni pour préparer le dernier congrès avant les législatives et étudier les diverses attitudes envisageables face à l'échéance de 86,

le Comité Directeur du Parti socialiste a vite tourné à l'auto-analyse. «Connais-toi toi-même» disait Socrate. Visiblement cette préoccupation était celle de nombreux socialistes ce samedi 11 mai. Parmi les philosophes amateurs, Louis Mermaz, président de l'Assemblée Nationale et premier battu de France depuis les cantonales de mars dernier, répétait : «Nous n'avons pas changé...» Outre que le procédé semble furieusement relever de la méthode Coué (comment refuser d'admettre que l'action de l'hôtel Matignon avec Laurent Fabius n'a que peu de points communs avec le gouvernement de

(suite en page 3)

SOMMAIRE :

page 2 : Vos réactions - page 3 : Le P.S. est de gauche ! - page 4 : L'Europe verte a mauvaise mine - page 5 : Le mystère est resté au fond du sac - page 6 : Eloge du bistrot - page 7 : Le bienheureux Chevènement - page 8 : Un premier bilan.

VOS RÉACTIONS

Je viens de recevoir le dernier numéro de «Lys Rouge» et je vous fais aussitôt part de mes impressions. Voilà une somptueuse idée ! Ce projet me paraît d'autant plus alléchant que, pour beaucoup de raisons, j'apprécie à un très haut degré cette publication (il m'a fallu cette occasion pour vous le dire !).

Le ton des articles, souvent foncièrement différent de celui de «Royaliste», souvent plus polémique, fait que j'attache beaucoup d'intérêt à votre projet.

Pour ce qui est du numéro 24 même, je l'ai lu avec au moins autant d'intérêt que les autres. J'ai bien pris connaissance de votre organigramme; et ceci amène une réflexion de ma part : en proposant un domaine de réflexion plus étendu, ne commettez-vous pas l'erreur de transformer le «Lys Rouge» en un supplément de «Royaliste», supplément qui, par exemple, accueillerait les articles que «Royaliste» n'a pas pu publier pour des questions de place) ? «Lys hebdo» doit conserver sa vocation initiale, être le reflet de visions différentes de la vision «officielle» de «Royaliste».

En ce qui concerne la périodicité du nouveau «Lys Rouge», je ne peux m'en remettre qu'à votre honnête appréciation : hebdomadaire ou bimensuel ? A vous de juger dans quelles condi-

tions vous tiendrez le mieux la route !

Je suis prêt à m'abonner à une nouvelle formule du «Lys Rouge» pour un prix compris entre 100 et 200 F. Cependant, je veux avoir l'honnêteté d'ajouter que si le nouveau «Lys Rouge» correspond réellement à ce que - dans l'esprit - il n'a pas cessé et ne doit pas cesser d'être, je cesserai de m'abonner à «Royaliste» au bénéfice du «Lys Rouge».

E.F. (27)

Je dois vous dire que j'ai été agréablement surpris, il y a quelques semaines, en m'apercevant que le «Lys Rouge» pourrait devenir un hebdomadaire. L'expérience que vous tentez là est sans aucun doute fort intéressante et je pense qu'il serait très bien qu'un hebdomadaire, traitant de sujets divers, vienne s'ajouter au bi-mensuel «Royaliste», de manière à nous informer de façon plus complète.

Je serais prêt à m'abonner au «Lys Rouge» hebdomadaire à un tarif de 150 ou 200 F.

J.-C. D. (82)

En alternance avec «Royaliste» me paraîtrait une bonne formule et je serais prêt à payer un abonnement de 100 F. Son contenu apporterait un complément à notre bimensuel.

M.M.
(Ville-sur-Arce)

Le projet est intéressant, mais ce premier numéro n'aligne que des mots... Le robinet tiède. Napoléon disait : «Rien ne marche dans un système politique où les mots jouent avec les choses». Ce premier numéro lui donne raison.

P.D.P. (35)

A propos du «Lys Rouge», puisque ma réaction est sollicitée :

Sur la forme :

- l'avis du lecteur est requis après et non avant le lancement de l'opération. Centralisme démocratique ?

- Je me suis très récemment réabonné à un périodique baptisé «Lys Rouge» dont le contenu d'alors ne correspond plus à celui d'aujourd'hui. Tromperie sur la marchandise ?

Sur le fond :

- L'ensemble «Royaliste»/«Lys Rouge» ne peut ni ne doit chercher à être un nouvel «Express» ou «Point». L'échec de «Paris-cesoir» devrait inciter à la sagesse.

- Pour ma part, j'ai relativement peu de temps pour lire des journaux ou des magazines. Recevoir chaque semaine une ressucée du «Monde», à quoi bon ? Déjà dans «Royaliste» à part la lecture des «bonnes plumes» (Renouvin, Leclerc, Solari) et de la centrale (l'invité), peu d'articles me semblent vraiment attractifs.

- Où seront publiés les textes qui traditionnellement recevaient l'hospitalité du «Lys Rouge» ?

Une suggestion :

BULLETIN D'ABONNEMENT AU «LYS ROUGE»

à retourner à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom/Prénom/ Adresse :

.....

s'abonne pour 4 numéros à 13 F (ou 8 numéros à 6 F 50) et verse pour cela la somme de 45 F (normal) ou 60 F (soutien).

CCP «Royaliste» 18 104 06 N Paris

(suite de la première page)

LE P.S. EST DE GAUCHE !

Puisque les lecteurs du «Lys Rouge» sont destinés à devenir les cobayes d'une expérience journalistique, je propose autre chose : chaque année, la NAR «hiberne» de la fin juin à la fin septembre. Aucun lien ne subsiste entre le mouvement et les lecteurs de «Royaliste» pendant près de trois mois. Pourquoi le «Lys Rouge» ne comblerait-il pas l'espace (temporel) vacant ?

*Ch. M.
(Paris)*

Je suis avec intérêt l'expérience du «Lys Rouge» hebdomadaire et serais disposé à l'appuyer financièrement en m'abonnant. Je suis d'accord sur le principe si cette expérience permet de former une équipe de nouveaux rédacteurs qui pourraient s'intégrer à la rédaction de «Royaliste» (...) afin d'étoffer le journal. En rêvant un peu, peut-on songer à plus ou moins long terme à un magazine royaliste ?

C'est donc ainsi que je vois cette expérience, même si ce passage doit se faire par étape : «Royaliste» et «Lys Rouge» alternant une semaine sur deux, ou bien «Royaliste» et une lettre sur le même principe. Mais cette expérience doit rester comme un premier pas d'un but plus ambitieux. Si ce ne doit être qu'un complément plus ou moins épisodique à «Royaliste», nous avons déjà connu à plusieurs reprises (?) par le passé de telles expériences sans résultat à long terme. D'autre part je crois qu'il ne faudrait pas abandonner une parution plus étalée du «Lys Rouge» sous sa forme ancienne, permettant de publier des textes plus longs (...).

*A.M.
(Espagne)*

l'état de grâce dirigé par Pierre Mauroy en 81-82), cette rigidité d'esprit peut sans doute expliquer les motifs du cuisant échec personnel essuyé par M. Mermaz dans son bon département de l'Isère. De plus, cette déclaration péremptoire a le gros inconvénient de prendre à contre-pied Lionel Jospin lorsqu'il concède le même jour : «Oui, nous avons changé !» Du coup, le malheureux Jospin est obligé de se lancer dans une périlleuse analyse, distinguant les principes de la pratique et montrant néanmoins le respect des premiers par la seconde, quoiqu'il paraisse ! «La vérité, c'est que nous avons gardé nos principes, mais adapté notre politique à la réalité. Faut-il être irréaliste pour prouver qu'on est fidèle ?», questionne le secrétaire général. Subtil aveu, «mezza-voce», du caractère utopique, ou supposé tel désormais, de la plupart des positions du parti antérieures au virage de la rigueur, en 1982. Et pourtant, les socialistes refusent obstinément d'en tirer les conclusions. Comme les y incitait Michel Rocard, de plus en plus soupçonné de jouer un rôle personnel à l'approche d'échéances décisives.

LE SPECTRE DE BAD GODESBERG

Mais dorénavant, les propos de Jospin et consorts sur l'inébranlable ancrage à gauche du PS apparaissent de plus en plus comme les rodomontades d'un parti incertain sur sa personnalité et qui doit devenir excessif pour se masquer à lui-même ses hésitations ou ses désirs inavouables. Une sorte de «donjuanisme politique» faisant des canons de la rue de Solferino l'unique fondement de la seule vraie gauche. D'où, dans la foulée de cette dé-

marche, l'intransigeance qui semble se dessiner au sein du parti pour la tactique à adopter en 86, intransigeance qui excède de beaucoup le simple égoïsme partisan. Au-delà, c'est bien l'ombre du révisionnisme qui glace le sang de nombre de camarades : Rocard-Bernstein lançant le parti sur la voie de la social-démocratie ! L'horreur ! Face à cette insupportable éventualité, le PS ne peut que se refermer sur lui-même, nier les possibilités novatrices de la proportionnelle en persistant à s'inscrire dans le «dualisme de la vie politique», camp contre camp comme au bon vieux temps du scrutin majoritaire. Et tant pis pour l'ouverture que pourraient envisager l'Elysée et Matignon...

Ces querelles doctrinales ne sont pourtant pas nouvelles chez les socialistes français. Dans les années 50, Guy Mollet, alors gardien du dogme, s'était opposé à René Mayer, partisan du renouvellement d'un discours passablement usagé. Les traditionalistes l'emportèrent sur les iconoclastes mais la suite des événements devait démontrer que les «vrais socialistes» n'étaient pas forcément du côté de Guy Mollet... Alors, camarades, jetez-donc vos vieilles photos jaunies sans remords !

Antony SPANO

Directeur de la publication
Yvan Aumont
imprimé par nos soins
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS
Numéro commission
paritaire : 62 187

L'EUROPE VERTE

A MAUVAISE MINE

Une fois n'est pas coutume, Michel Rocard aura été bien inspiré en démissionnant du ministère de l'Agriculture la veille de l'ouverture à Bruxelles d'un nouveau marathon agricole. Telle est la première pensée qui vient à l'esprit alors que le-dit marathon s'est terminé le 18 mai dernier sur un échec.

En effet, faute d'avoir pu trouver un compromis acceptable entre les positions de la France d'une part qui préconisait une diminution en ECU du prix des céréales de 1,8% minimum (après avoir souhaité 3,6% en début de semaine, puis 2% par la suite) et les positions de la République Fédérale (encouragée par les silences lourds de sens des délégations belge et italienne) pour qui une diminution supérieure à 0,9% n'était pas envisageable, les ministres de l'Agriculture des dix pays de la Communauté européenne se sont séparés jeudi soir sur un accord de principe destiné à sauver les apparences. Maigre consolation que cet accord qui prévoit la fixation des prix pour la campagne commencée le... 1er avril, de tous les produits agricoles (du beurre à la viande bovine en passant par les fruits et légumes et le concentré de tomates) exceptés les céréales dont les nouveaux prix ne seront pas connus avant les 11 et 12 juin dans le meilleur des cas.

Mais au-delà des faits, deux questions s'imposent. On peut se demander dans un premier temps à quel jeu joue le chancelier Kohl qui fait dépendre sa politique européenne de considérations à court terme comme le résultat

d'élections locales (le mauvais score de la CDU en Rhénanie-Westphalie le 12 mai est la véritable cause de l'entêtement allemand à Bruxelles) ou la visite officielle du numéro un américain (pour être agréable à Reagan pendant le dernier sommet de Bonn, Kohl n'a pas hésité à revenir sur les accords passés avec ses partenaires européens et plus précisément avec la France). Dans ces conditions - et il y a une certaine logique entre les positions prises par les Allemands à Bonn et à Bruxelles - l'avenir de la CEE semble compromis et ce ne sont pas les rencontres qui auront lieu au mois de juin pour préparer le sommet européen de Milan qui permettront de renverser la vapeur. D'autant plus que par son refus de laisser les prix des céréales diminuer (en ECU) dans des proportions relativement fortes, l'Allemagne favorise les exportateurs américains de céréales auxquels leur gouvernement vient d'octroyer une aide de 2 milliards de dollars afin de regagner sur le marché international, la place perdue à cause de concurrents «se livrant à des pratiques commerciales déloyales» (1) : il s'agit, tout le monde l'aura compris, de la CEE. La guerre commerciale est de nouveau ouverte et Reagan a trouvé en la personne d'Helmut Kohl un allié précieux.

La seconde question concerne le bien-fondé d'une politique agricole (commune ou non). Les agriculteurs représentent un pourcentage infime de la population active et l'avenir de la Fran-

ce n'est pas dans un retour à la terre. Ne vaudrait-il pas mieux cesser d'user notre énergie politique dans des négociations marathons stériles à Bruxelles ou ailleurs ? Ne vaudrait-il pas mieux briser net des négociations où nous ne gagnerons pas grand chose à long terme ? Et tant pis si le «revenu agricole» (notion qui recouvre des réalités fort complexes) doit en être affecté pour un temps (Est-ce si sûr ?).

Alors redécouvrirait-on peut-être qu'il faut privilégier l'industrie, condition sine-qua-non de la reprise économique ? Il y a des priorités. Il faut cesser de céder à toutes les volontés des agriculteurs sous prétexte que leurs bulletins de vote servent à l'élection du député de base (l'adoption de la proportionnelle offre la chance de rompre avec cet état de fait, dans la mesure où les candidats seront désignés par les états-majors politiques).

Le débat est déjà ancien; il remonte à la querelle entre mercantilistes dont Colbert, et physiocrates (libéraux agrariens) dont Turgot.

Il faut avoir le courage de le reprendre et de sortir des solutions acceptées par le passé. Le monde change. L'essentiel des efforts de la France en Europe (entité géographique et historique par opposition à la CEE, entité économique sans fondements sérieux) doit se tourner vers Euréka ou un projet semblable capable de tenir la dragée haute aux Américains et aux Japonais.

Patrice LE ROUE

(1) John Block, secrétaire américain à l'Agriculture.

LE MYSTERE EST RESTE AU FOND DU SAC

Du procès de la tuerie d'Auriol, on retiendra la conclusion insatisfaisante d'un fait divers tragiquement crapuleux. En risquant d'oublier qu'il s'agit bel et bien d'une affaire politique.

Dans la nuit du 18 au 19 juillet 1981, à Auriol dans les Bouches-du-Rhône, une famille de six personnes est massacrée par des inconnus. C'est le début d'un fait divers et le commencement d'un vrai polar, auquel il ne manque aucun ingrédient. Une fois les meurtriers arrêtés ce que l'on sait de l'instruction renforce cette impression d'un classique film noir. D'abord la personnalité des six inculpés : Finochietti, petit instituteur et artiste raté, parlant par lettres pour désigner de mystérieux commanditaires de l'exécution, Collard, qui se dit légionnaire et réfute en bloc toute accusation portée contre lui, Maria, instigateur présumé, colonel du SDECE quand ça lui chante, et trois petits postiers corses, Poletti, Campana, Massoni, qui semblent avoir été emportés par le tourbillon de sang. Bref c'est un commando de soldats perdus aux esprits trop faibles pour avoir su contrôler leurs actes, qui se retrouvent dans le prétoire. Une des victimes, le père de la famille, n'est pas loin de leur ressembler : Jacques Massié est un policier quelque peu véreux, qui s'est hissé dans la hiérarchie en frayant avec des activistes politiques locaux. N'oublions pas la spécificité de la cité phocéenne, qui excelle dans la confusion des genres, et dont l'affaire d'Auriol est le pur produit.

Le mobile du massacre ? Finochietti répond : «je croyais défendre mon pays en agissant à Auriol pour récupérer des documents». A l'issue des trois semaines du procès, on n'en saura pas plus sur les raisons qui ont conduit le commando dans la villa de Massié. A vu de nez, cela sent son règlement de compte politico-crapuleux. Et arrive le sigle qui fait pencher la balance du côté franchement politique : S.A.C. Trois lettres lourdes de soupçons, de mystères et de menaces qui claquent et font frémir, comme KGB ou CIA. A ceci près que le SAC poursuit des objectifs restés inavoués : le Service d'Action Civique est un «service d'ordre gaulliste». Point. Curieux service d'ordre qui trempe de près ou de loin dans ce que les vingt-cinq dernières années charrient de plus trouble, avec en permanence ce mélange détonnant de gangstérisme et de politique. Créé en 1959, le S.A.C. a pour but d'assurer la prise de pouvoir du général de Gaulle. Depuis, il reste cette main secrète de l'Etat, chargée d'effectuer les basses œuvres et les missions très spéciales, de la lutte contre l'O.A.S. à celle contre l'extrême-gauche. En 1982, cette protubérance honteuse de l'Etat français est dissoute. Mais l'année précédente, dans les Bouches-du-Rhône, elle garde toute sa vigueur, même s'il s'agit d'une vigueur chancelante.

Massié, bien sûr est membre du SAC, comme 52 de ses collègues policiers à Marseille. Il est même responsable départemen-

tal. Ceux qui l'exécuteront, organisés en commando para-militaire à l'arsenal impressionnant, en sont aussi, adhérents ou sympathisants. La première hypothèse, celle qui subsistera jusqu'à l'annonce du verdict, renvoie au règlement de compte, la querelle de personnes entre Massié et Maria, chacun voulant récupérer à son compte les restes du S.A.C. en pleine déconfiture. L'issue folle de cette lutte d'influence ne se comprend qu'à la lumière du déclin du S.A.C. Dans les années 70, les liens se distendent entre le S.A.C. et le parti gaulliste, qui redoute cet encombrant compagnonnage, entre le SAC et l'Etat, puisque les gaullistes ne sont plus au pouvoir. Le 10 mai 81 portera le coup fatal, avec l'arrivée de la gauche aux affaires. Il faut bien comprendre que le SAC n'est rien sans le cordon ombilical qui le relie au pouvoir. Le cordon tranché, c'est l'errance, pour l'organisation et ses membres, doublée d'une pensée paranoïaque : les «socialo-communistes» sont au pouvoir, mais ils ne sauraient y rester longtemps. La droite fantasme sur un «Mai 68 à l'envers», tandis que la gauche est hantée par le fantôme de Allende. Dans ces conditions, les rats qui fuient le navire à l'approche du naufrage sont prêts à tout, jusqu'à s'entretuer.

Vendredi soir, 17 mai, le verdict est tombé : 15 ans, 20 ans, perpétuité. Auparavant, du beau monde avait défilé à la barre des témoins : des députés, un ancien ministre et Pierre Debizet, crétaire général du SAC, très éloquent dans ses silences. Comme souvent dans pareille affaire, l'impression demeure que les gros ont échappé au filet en sacrifiant à la justice des hommes le fretin. Nous avons aujourd'hui de l'affaire le mot de la fin, mais en connaissons-nous un jour le fin mot ?

Emmanuel MOUSSET

ELOGE DU BISTROT

Un vent d'intérêt souffle aujourd'hui sur les banlieues. «Il faut faire quelque chose» entend-on dire. Mais quoi ?

D'abord les décrire; ce dont se charge un «guide Actuel» spécialement consacré à ce sujet. Mais surtout y changer la vie; vaste défi que tentent de relever les animateurs de «Banlieue 89». Les propositions fusent : réaménager les départements et les communes, remodeler le paysage et l'urbanisme, mener de vastes opérations en liaisons avec les élus locaux et les services extérieurs de l'Etat afin de transformer les villes de banlieue en véritables cités autonomes.

Un amendement général au projet Quilès, voté au Sénat, retient l'un des aspects primordiaux de cette vaste réforme : faciliter la création de bistrotts en banlieue. Enfin un ministre assez courageux pour en finir avec ces lois iniques de 1920 et 1922. Enfin une idée intelligente; sans doute la plus judicieuse de toutes les mesures gouvernementales adoptées depuis quelques mois.

Foin de ces moralistes de tout poil qui vous soutiennent que la fréquentation des débits de boisson mène droit à l'alcoolisme. Qu'on les nomme estaminets, tavernes ou «doux caboulots», bars, buvettes ou vieux troquets, les cafés sont, sans conteste, l'une des plus utiles institutions de notre beau pays.

Pénétrer dans un bistrot, c'est s'ouvrir au monde, à d'autres idées, à des comportements inconnus. Voilà probablement le seul endroit où la «convivialité»

n'est pas un vain mot. Oh bien sûr chaque débit recèle son contingent d'ivrognes, d'individus louches et blêmes; mais au regard de toute cela, combien de personnages fascinants n'y rencontre-t-on pas ? Et puis toute une société y vit, qui délaisse les masques et manies de tous les jours une fois l'entrée franchie. Clivages humains et distinctions sociales n'ont plus cours : ouvriers, cadres, patrons, truands et flics s'y côtoient sans s'harpigner.

Le café, c'est encore l'originalité, l'indépendance voire l'irrévérence dans le propos. Tout y passe : les faits divers, le temps, les problèmes de société et la politique. Autant de conversations dégageant un salutaire sens des réalités, parfois relevé d'une pointe d'utopie. Il faut ôter à l'expression «café du commerce» son sens péjoratif. On traite encore des affaires dans les bistrotts; des amitiés s'y créent ou s'y dénouent; là bat le cœur d'un peuple que nos politiques ont tant de mal à cerner.

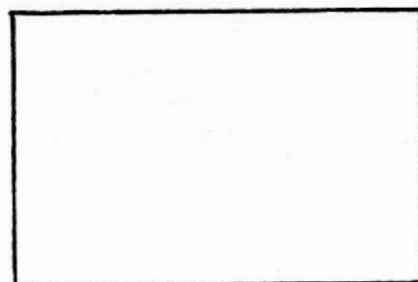
Oui ! M. Quilès a raison, il faut multiplier les cafés dans les cités H.L.M. Bien souvent les citoyens ne s'y connaissent pas et vivent en zombies dans l'univers urbain. Oui ils permettent de faciliter les échanges et de combattre les solitudes; missions que les stupides «maisons de quartier» et les sinistres «MJC» n'ont pas su remplir. Certes on nous dira que ces futurs bistrotts ne feront que suivre le mouvement individualiste et ségrégationniste qui traverse la société; on en fera

pour riches, pour pauvres, pour beaufs ou pour Arabes. Mais une telle situation n'a-t-elle pas toujours existé ? Elle tient aux différences entre communes (quel rapport entre La Courneuve et Neuilly ?) et entre mentalités. D'ailleurs, «rades» infects, zincs à la Doisneau, bougnats et cafés-glaciers ont toujours coexisté sans anicroche.

On dira aussi qu'entre exploiter une guinguette au bord de Marne et un café sous une HLM d'Aubervilliers, il y a un monde. C'est oublier la pugnacité des patrons de café. Dans les grands ensembles, beaucoup devront apprendre à manier le nerf de bœuf ou exhiber un fusil à pompe (nous ne vivons pas dans une société de saints), mais le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?

Réhabiliter les arrières-salles, faire cohabiter joueurs de belotte et de flipper, mêler les générations et les professions. Tous ces vœux sont réalisables, à condition de ne pas s'en tenir aux bistrotts. Une réelle autonomie des banlieues, une véritable vie locale passent aussi par la redécouverte des petits commerces, de bouche ou de vêtements. Mais ceci est une autre histoire...

Laurent GRANGERET



LE BIENHEUREUX CHEVENEMENT

Décidément notre ministre de l'Éducation Nationale ne se lasse pas des feux de l'actualité. Mais qu'est-ce qui fait courir J.-P. Chevènement ? Après avoir ressorti du grenier de la rue de Grenelle l'école de Papa, et lancé la grande affaire promotionnelle de printemps, le train-forum «Vive l'Ecole», sur les rails de France, il annonce lors d'une conférence de presse, le 13 mai dernier, son intention de faire participer plus et mieux les parents à la vie scolaire de leurs enfants.

Cette suractivité ministérielle nous amène à faire plusieurs commentaires; mais avant tout il convient de faire plus ample connaissance avec J.-P. Chevènement. Cet énarque de quarante-cinq ans représente au sein du gouvernement l'aile gauche du Parti socialiste en tant que chef de file du CERES. Mais celui que l'on nommait le «galopin de la gauche» a décidé de soigner son image depuis son retour au gouvernement en juillet dernier. Il a, en effet, un retard important à combler dans les sondages sur Fabius et Rocard. Pour ce faire, il part à la pêche dans l'électorat de droite et ça mord. Avec un discours des plus réactionnaires, Chevènement a fait une croix sur les espoirs égalitaristes du mouvement post-soixante-huitard, auxquels il n'a d'ailleurs jamais cru. Et au fil de ses déclarations on redécouvre les valeurs fondamentales de l'école de la République : «l'effort, le savoir, la discipline, la sanction».

Les leaders de la droite parlementaire et même extra-parlementaire, quant à eux, se réjouissent du discours du ministre; les médias prennent le relais de cette vague de satisfaction, du «Figaro» au «Matin de Paris», et d'«Apostrophe» sur A2 à «Questions à domicile» sur TF1. Y aurait-il donc un large consensus autour des déclarations du maire de Belfort ?

Deux points sont déterminants pour bien comprendre ce qui se passe. D'abord le gouvernement semble avoir définitivement enterré la hache de la guerre de l'école. Ensuite notre bienheureux ministre considère que la baisse considérable du niveau scolaire nécessite des réformes.

Finies toutefois les grandes réformes du système éducatif prônées par un Fontanet ou un Haby dans les années 70, voici venu le temps des petites touches au pinceau qui ont la prétention de changer le fond de la toile mais visent surtout à séduire l'opinion publique. Si chacun juge nécessaire un grand nettoyage du système éducatif français, on peut douter de sa réussite à travers un budget en réduction depuis deux ans. S'il est un investissement qui engage l'avenir de la nation c'est pourtant bien celui de l'Éducation. Le reste n'est que poudre aux yeux et replâtrage. Même si l'apprentissage de la Marseillaise pour nos chères petites têtes blondes est populaire, est-ce réellement utile

pour construire la France de l'an 2000 ? L'introduction de l'instruction civique dans les programmes et la participation accrues des parents à la vie éducative sont deux réformes attendues et nécessaires, mais dans quelle mesure seront-elles appliquées puisqu'aucune concertation préalable n'a été faite avec les associations représentatives des parents et les syndicats d'enseignants ?

Du côté des enseignants la grogne s'installe. La FEN se prépare à manifester à Paris le 29 mai afin de sensibiliser l'opinion aux implications néfastes prévisibles du mauvais budget 85 : dégradation du service public, fermetures de classes, manque de stages de formation des maîtres...

Ultime occasion pour la FEN de compter ses troupes. Mais au-delà de cette grande machine syndicale le moral des enseignants semble être atteint. Ils ont l'impression d'être les boucs-émissaires de la crise profonde et réelle du système éducatif français à travers les propos de la presse, de l'opinion publique et même de leur ministre de tutelle.

y a là, en germe, une promesse d'échec pour J.-P. Chevènement.

Didier LE ROUË

Erratum

Dans le dernier numéro du «Lys Rouge», l'éditorial de première colonne à gauche, était le début de l'article d'Emmanuel Mousset («L'U.D.F. s'éclate») et non le début de l'article d'Anthony Spano, comme indiqué par erreur («L'heure des choix»).

ABONNEZ-VOUS AU «LYS ROUGE»

(suite de la première page)

PREMIER BILAN

à temps et dans l'ensemble ont été très corrects sur le fond et dans la forme.

Au point de vue technique, le travail supporté par deux personnes est plus lourd que prévu. Dans le meilleur des cas les articles ont été composés et corrigés le samedi et le dimanche, mis en page le lundi matin. le journal imprimé le lundi après-midi et expédié le soir même pour arriver, dans la région parisienne du moins, le mardi matin aux abonnés. Mais cela tient de l'exploit sportif. Serait-il possible de tenir toute une année ? Oui, à condition de rémunérer le travail technique (2 jours pleins de travail). Non si on doit en rester à l'hypothèse (réalisée pour ces 6 numéros) du bénévolat.

Faisons maintenant le bilan à la lumière des réactions de notre public (essentiellement les abonnés anciens du «Lys Rouge»). Tout d'abord constatons un nombre de lettres plus important que ce que l'on pouvait attendre. Les critiques les plus dures portent sur l'absence de consultation des adhérents et des abonnés avant la mise en route de l'expérience. Elles ne nous paraissent pas pertinentes. 1/ On ne peut pas discuter sur rien (ou alors on divague, ce qui a été le cas de la plupart des débats sur la presse du mouvement auxquels j'ai assisté). 2/ Il s'agit d'une expérience menée par une minorité active qui accepte de donner plus de temps et plus d'argent que les autres pour faire progresser la NAR. Cela lui donne une certaine légitimité : la démocratie c'est aussi le droit des

minorités à agir, quitte à rallier par la suite la majorité à ses projets. Aucun projet n'est majoritaire au départ. 3/ Le «Lys Rouge» a toujours été un «journal expérimental» dont l'existence n'a tenu qu'à la volonté de quelques-uns, en marge de toute administration ou autorité. Les textes publiés sont pour la plupart sollicités, parfois longuement. Il n'y a pour ainsi dire pas de demande à une libre expression, qu'on le regrette ou non. La suppression du «Lys Rouge» ancienne formule ne serait donc pas une brimade pour des gens qui chercheraient une tribune. Ces gens n'existent pas, sauf très très rares exceptions. Cela est d'autant plus vrai que la demande d'expression démocratique ne semble pouvoir toucher que des sujets extrêmement sensibles et que la «Lettre aux adhérents», de par son caractère confidentiel, est le seul cadre approprié à ces débats très politiques. Il ne reste donc au «Lys Rouge» trimestriel que des sujets marginaux ou peu sensibles.

Mais nous avons reçu beaucoup plus de félicitations que de récriminations. Et il y aurait encore plus à répondre à certains enthousiastes qu'à ceux qui critiquent.

Il faut en effet ne jamais perdre de vue les limites extraordinairement étroites des moyens à notre disposition pour la réalisation de L.H.R. Ne pas oublier que le Lys ne tire que de 500 à 1000 exemplaires au mieux alors que le bi-mensuel tourne à 10/12.000, ce qui interdit toute transposition rapide de la formule hebdo à «Royaliste». Se rappeler le coût financier d'un

hebdo. Toujours avoir présent à l'esprit le fait que passer d'une formule bimensuelle à une périodicité hebdomadaire constituerait pour la NAR un effort difficilement envisageable tant sur le plan financier qu'humain. En définitive, le L.H.R. est une EXPÉRIENCE, fructueuse, mais aussi particulièrement lourde à soutenir. Dès lors, il ne saurait être question d'accroître la périodicité de «Royaliste» sans moyens supplémentaires que L.H.R. aura permis de préciser. Il ne faudrait jamais faire abstraction de ces réalités.

Dans ce sens nous avons aussi reçu les réactions mesurées de ceux qui nous soutiennent avec amitié et raison. Elles sont les plus nombreuses, même si elles ne donnent pas toujours lieu à des lettres. Elles nous font croire que quelque chose est possible.

Reste le bilan chiffré. Dans le contexte actuel, chaque numéro (vendu 6 F 50 et décompté pour un demi numéro aux abonnés) est revenu à 13 F ! Cela veut dire qu'il faudrait doubler le nombre des abonnés actuels pour atteindre un début d'équilibre du projet (des abonnements à 90 F pour 20 numéros paraissant en alternance avec ceux de «Royaliste» par exemple). Cela montre bien que l'expérience n'est qu'une expérience et qu'elle ne pourrait éventuellement se traduire en un projet sérieux qu'avec le soutien massif de la direction du mouvement, de ses cadres, de ses adhérents et d'une proportion importante des abonnés de «Royaliste». Le prochain Conseil National donnera là-dessus des indications utiles, mais il ne s'agira que d'indications. Tout, absolument tout, reste à faire. Et cela prendra du temps.

Merci de continuer à nous écrire.

Frédéric AIMARD